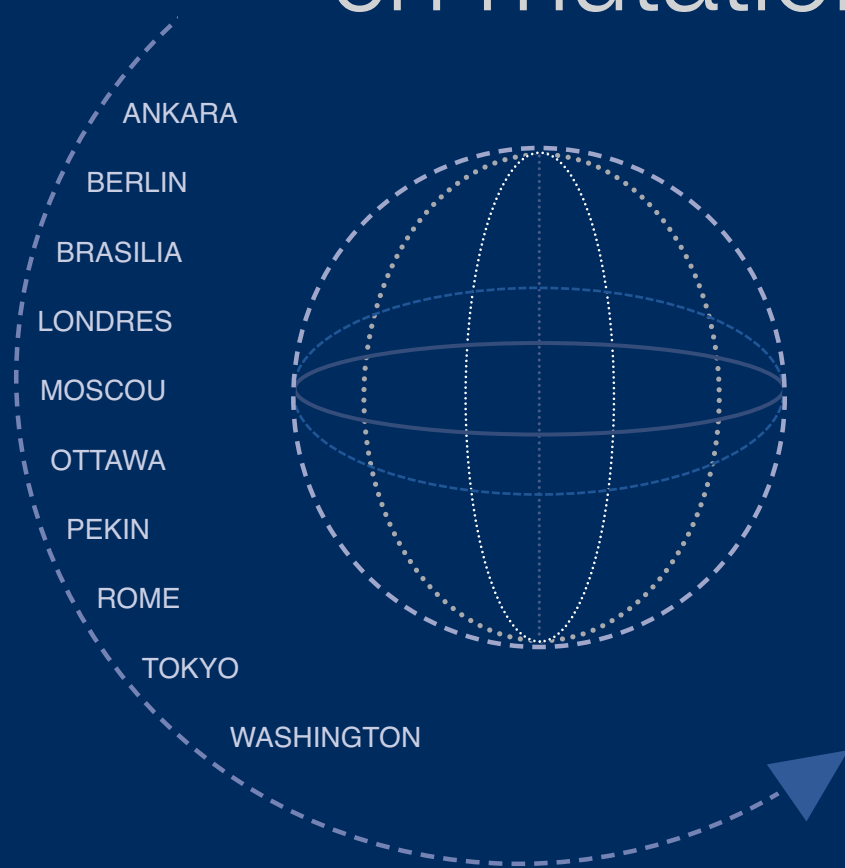




Diplomaties étrangères en mutation



— Sous la direction de Maurice Vaïsse —

Editions A. PEDONE

ouvrage publié avec le concours de
l'association Diplomatie et stratégie

Maurice Vaïsse tient à remercier Bénédicte Pedone Ribot
pour avoir accueilli cet ouvrage aux éditions Pedone
et Etienne Santiard, docteur en histoire, pour avoir
assuré le suivi du manuscrit.



Tous droits, Tous pays

© Editions A. PEDONE – PARIS – 2019
I.S.B.N. 978-2-233-00914-2

LES AUTEURS

Giovanni CARACCILO DI VIETRI, né à Rome en 1947, il a entrepris la carrière diplomatique en 1971. Il a servi en tant que Premier Secrétaire à la direction générale du Personnel de la Farnesina, et ensuite au Cabinet du Ministre. En 1976, il est nommé Premier Secrétaire à l'ambassade d'Italie à Addis Abeba, puis en 1980, Conseiller d'ambassade à Washington jusqu'en 1985. Il devient Conseiller diplomatique adjoint du président de la République Francesco Cossiga et Directeur de cabinet du Secrétaire général de la Présidence de la République. Après sa nomination au grade de Ministre plénipotentiaire en 1992, il est nommé Consul général à Paris. En 1996, il devient Directeur adjoint pour l'émigration et les affaires sociales, pour s'occuper des questions concernant l'immigration, l'adhésion de l'Italie à l'accord de Schengen et la stipulation des accords de réadmission avec plusieurs pays originaires de flux migratoires. De 2000 à 2004, il est Ambassadeur d'Italie à Belgrade, puis en 2004, il est nommé Directeur général pour les pays d'Europe, et il est élevé en 2006 à la dignité d'Ambassadeur d'Italie. En octobre 2006, il est nommé Ambassadeur et Représentant permanent à l'ONU de Genève. En mai 2009, il est nommé Ambassadeur d'Italie à Paris. Depuis janvier 2013, il exerce les fonctions de Secrétaire général de l'Initiative Centre européenne à Trieste.

Guibourg DELAMOTTE, de nationalités française et australienne, est maître de conférences à l'Inalco, enseignante à Sciences Po Paris. Habilitée à diriger les recherches depuis 2016, elle est chercheuse au Centre d'études japonaises (CEJ, Inalco). Elle est *Adjunct Fellow* de l'Institute for Contemporary Asian Studies (Temple University Japan). Elle a été *NIDS Fellow* au National Institute for Defense Studies (Tokyo, 2010) et invitée par le Japan Institute for International Affairs (Tokyo, avril 2006). Diplômée des universités d'Oxford, Panthéon-Assas, de Sciences Po et de l'Inalco, elle a vu sa thèse d'études politiques (EHESS, 2007) récompensée du prix Shibusawa-Claudé (2008).

Elle a dirigé récemment *Japan's World Power. Assessment, vision and outlook* (Routledge, 2017). *La Politique de défense du Japon* (PUF, 2010), tiré de sa thèse, est sa dernière monographie. Elle

LES AUTEURS

contribué à de nombreux ouvrages collectifs (parus chez Picquier, Routledge, Global Oriental, Herman...) et publié des articles dans des revues de renommée internationale (*Critique internationale*, *Revue des deux mondes*, *Ramsès*, revue *Asie* de la Documentation française, *Ebisu*, *Harvard Asia Pacific Review*, *Korean Review of International Studies*, *Asia Pacific Review*...). Elle a codirigé avec François Godement *Géopolitique de l'Asie* (Armand Colin-Sédès, 2007).

Greg DONAGHY est le chef de la Section historique d'Affaires mondiales Canada. Il est l'éditeur principal des séries de documents diplomatiques, *Documents on Canadian External Relations*, et le co-auteur d'*Innovation and Adaption : Canada's Department of External Affairs, 1968-84* (Toronto, University of Toronto Press, 2017). Il est également l'auteur de la monographie *Tolerant Allies : Canada and the United States, 1963-1968* (McGill-Queen's University Press, 2003, 2008) et de la biographie *Grit : The Life and Politics of Paul Martin Sr.* (University of British Columbia Press, 2015).

Il a édité plus de dix collections sur l'histoire canadienne, comme *From Kinshasa to Kandahar : Canada and Fragile States in Historical Perspective* (University of Calgary Press, 2016) et *Mission Paris : Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris* (Hurtubise, 2012). Il est aussi l'auteur de plus de cinquante articles de recherche sur la politique étrangère canadienne.

Alice EKMAN est chercheur, responsable des activités Chine au Centre Asie de l'Ifri. Elle est également chargée d'enseignement sur la Chine contemporaine à Sciences Po Paris et Lille. Ses travaux portent sur la politique étrangère et les pratiques diplomatiques de la Chine, les relations Chine-Europe/France, la péninsule coréenne et Taïwan. Elle s'intéresse également à la restructuration de la gouvernance mondiale. Parlant le mandarin, elle conduit régulièrement des terrains de recherche en Chine et en Asie de l'Est. Elle a été chercheur invité à l'Université Tsinghua (Pékin), à la National Taiwan Normal University (Taïpei), et plus récemment à l'Asian Institute for Policy Studies (Séoul). Alice Ekman est titulaire d'un doctorat en relations internationales de Sciences Po Paris et d'un master de la London School of Economics spécialisé sur la Chine. Elle est actuellement membre du comité européen du Council for Security Cooperation in the Asia Pacific (CSCAP). Parmi ses publications récentes, elle a dirigé *La Chine dans le Monde*, Paris, CNRS Editions, février 2018.

Hans-Dieter HEUMANN est un diplomate allemand qui a occupé des postes dans les missions allemandes à New York, Washington, Moscou et Paris. Au ministère fédéral des Affaires étrangères il a travaillé dans la direction et la planification, entre autres.

En 2008, il est devenu professeur invité à l'Université Georgetown de Washington (School of Foreign Service). De 2009 à 2011, il a été Ambassadeur et Représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

De 2011 à 2015, l'ambassadeur Heumann a été président de l'Académie fédérale pour la politique de sécurité à Berlin. Depuis lors, il est directeur associé du Center for International Security and Governance (CISG) de l'Université de Bonn et chargé de cours.

Le Docteur Heumann a écrit la seule biographie de l'ancien ministre allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher. D'autres publications traitent principalement de politique internationale et de politique étrangère allemande.

Jana JABBOUR est docteure en science politique, spécialiste de la Turquie. Sa thèse de doctorat, soutenue à Sciences Po Paris, a porté sur la politique étrangère de la Turquie au Moyen-Orient dans les années 2000, sous le règne du parti AKP.

Elle enseigne les relations internationales et l'économie politique internationale à Sciences Po Paris et à l'Université Saint-Joseph à Beyrouth. En parallèle à ses activités de recherche et d'enseignement, elle occupe le poste de « Responsable de Communication » au bureau régional de l'UNESCO à Beyrouth.

Parmi ses publications, on trouve *La Turquie, l'invention d'une diplomatie émergente*, Paris, CNRS Editions, 2017, 340 p. ; « Dix ans de politique étrangère turque au Moyen-Orient : de l'idéalisme doctrinaire au pragmatisme contraint », avec Jean-Baptiste Le Moulec, in P. Berthelot (dir.) *Théorie et Pratique des Relations Internationales au Moyen-Orient : Volume 1*, Editions du Cygne, 2013, p. 85-112 ; « La diplomatie turque au Moyen-Orient : du 'modèle' à l'enlisement », *Moyen-Orient*, n°31, juillet-septembre 2016 ; « Que reste-t-il de la puissance turque au Moyen-Orient ? », *Les Dossiers du CERI*, avril 2016 ; « La Turquie au cœur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux », avec Noémie Rebière, *Confluences Méditerranée*, n°91, décembre 2014, p. 33-51.

LES AUTEURS

Maya KANDEL est historienne, chercheuse associée à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle. Elle travaille actuellement au Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, où elle est en charge des Etats-Unis et des relations transatlantiques, ainsi que de la direction des *Carnets du CAPS*. Elle a été de 2011 à 2016 directrice du programme sur les Etats-Unis à l'IRSEM, Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire. Auparavant, elle a été journaliste à Paris et New York (*Forbes Magazine, Libération, Le Point*), et envoyée spéciale aux Etats-Unis et dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Spécialiste des Etats-Unis, en particulier de la politique étrangère et du Congrès américain, elle travaille également sur la politique américaine en Afrique, ainsi que sur les questions énergie-climat.

Docteur de l'IEP de Paris, elle est également diplômée de l'Université Columbia en relations internationales (SIPA), et de Sciences Po Paris. Son dernier livre, *Les Etats-Unis et le monde, de George Washington à Donald Trump*, est paru en 2018 aux Editions Perrin. Elle a également publié, entre autres, *Mourir pour Sarajevo ? Les Etats-Unis et l'éclatement de la Yougoslavie* (Editions du CNRS, 2013) et *La Catastrophe climatique*, avec Robert Kandel (Hachette, 2009). Elle a créé le blog *Froggy Bottom*, sur la politique étrangère des Etats-Unis.

John KEIGER est professeur d'histoire internationale dans le Department of Politics and International Studies à l'Université de Cambridge, Royaume-Uni. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'histoire des relations internationales au XIX^e et XX^e siècle, parmi lesquels : *France and the Origins of the First World War* (Macmillan, 1983), *Raymond Poincaré* (Cambridge University Press, 1997), *France and the World since 1870* (Arnold/Oxford University Press, 2001) et avec Serge Berstein et alii, *Ils ont fait la paix: Le traité de Versailles vu de France et d'ailleurs* (Les Arènes, 2018).

Il a co-dirigé la collection en 35 volumes de documents diplomatiques britanniques : *British Documents on Foreign Affairs : Reports and Papers from the Foreign Office Confidential Print, Series F, Europe 1848-1914* (University Publications of America, 1989-91).

Evguenia OBICHKINA est une historienne russe, diplômée de l'Université de Moscou (Lomonossov), est docteure en science historique, professeure des universités, professeure à la chaire des Relations internationales et la politique étrangère du MGIMO (Institut d'Etat des relations internationales de Moscou). – Spécialiste de l'histoire et de la politique étrangère de la France, elle travaille sur l'histoire des relations internationales, en particulier, sur l'histoire de la politique étrangère de l'URSS et de la Russie contemporaine.

Elle est l'auteure de plusieurs monographies sur la politique de la France, publiées en russe : *La France dans un nouvel ordre mondial* (politique étrangère depuis la fin de la guerre froide) manuel, Moscou, 2000 ; *La France de la fin du XX^e siècle : la crise d'identité*. Moscou, 2003 ; *La France à la recherche des repères géopolitiques dans un monde postbipolaire*, Moscou, Editions du MGIMO, 2004 ; *La politique étrangère de la France de De Gaulle à Sarkozy (1940-2012)* et, sous la direction de Y. Rubinsky et alii : *La France à la recherche des nouvelles voies*, dans la série « L'Europe contemporaine » 5^e partie, chap. 1-4, Moscou, Institut de l'Europe, 2007. Elle est l'auteur de plus de quarante articles de recherche sur la vie politique et la politique étrangère française et soviétique et sur les relations franco-russes.

Elle a contribué à de nombreux ouvrages collectifs et publié des articles dans des revues françaises, dont, entre autres : « L'URSS dans le règlement du premier conflit indochinois » dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 2004, n°2 ; « L'URSS et la décolonisation de l'Algérie et de l'Afrique noire sous de Gaulle » dans *De Gaulle et la Russie*, sous la dir. de Maurice Vaisse, Paris, CNRS Editions, 2006 ; « La détente divisible : les conséquences des crises d'Afghanistan et de Pologne vues de Moscou » dans la *Revue d'histoire diplomatique*, 2012, n°2 ; « Vu de la Russie : les relations franco-russes du passé à l'avenir » dans *La Russie dans la politique globale*, numéro spécial « France-Russie », 2013, t. 2 ; « La diplomatie de Staline face à la question polonaise en 1944 » dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2015, n°258.

Yves SAINT-GEOURS, né en 1953, ambassadeur à Madrid (2015-2019) après avoir été Directeur général de l'administration et de la modernisation au Quai d'Orsay (2012-2015). Il a été également ambassadeur à Sofia (2004-2007) et à Brasilia (2009-2012). Spécialiste de l'histoire de l'Amérique latine, il est également Président de l'Institut des Amériques, groupement des centres de recherche et d'enseignement sur le continent américain.

LES AUTEURS

Maurice VAÏSSE est professeur émérite des universités (Sciences po) et éditeur des Documents diplomatiques français (années 1960 et 1970).

Il a exercé les fonctions de Directeur du Centre d'études d'histoire de la défense au Château de Vincennes (1994-2001) et de président du Conseil scientifique pour la recherche historique au ministère de la Défense (2007-2014).

Il est l'auteur, entre autres, de *La Grandeur, politique étrangère du général de Gaulle* (1998) ; *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958* (2008) ; *Les relations internationales depuis 1945*, 15^e édition (2017) et il a dirigé l'ouvrage *Diplomatie française, outils et acteurs depuis 1980* (2018).

PRÉFACE

A l'origine de ce livre, il y a l'idée d'actualiser le *Baillou*¹ par un ouvrage décrivant l'évolution de l'organisation du Quai d'Orsay de 1980 à 2018 et de permettre la comparaison avec les institutions étrangères.

*Diplomatie française, outils et acteurs depuis 1980*² a été publié en août 2018, sans la partie comparative prévue. C'est celle-ci qui fait l'objet du présent livre. J'y ai consacré un séminaire à Sciences Po au cours de l'année universitaire 2017-2018, en abordant les ministères des Affaires étrangères de sept puissances (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Russie, Etats-Unis, Chine, Japon), à la suite de quoi il a paru utile d'ajouter à cette liste ceux d'autres Etats, comme la Turquie, le Brésil et le Canada. Le pragmatisme a guidé le choix des auteurs : trois sur dix sont diplomates, la moitié d'entre eux sont de nationalité étrangère. Leur expertise constitue le principal atout de ce volume.

Quant à la méthode, j'ai demandé aux auteurs d'aborder un certain nombre de thèmes, tout en leur laissant entière liberté pour traiter leur sujet de façon spécifique. Pour ce qui est du contenu, l'idée consistait, comme pour *Diplomatie française*, à retracer l'évolution récente et à dresser un portrait de leur ministère des Affaires étrangères. Comment ces diplomaties, confrontées à la mondialisation, se sont-elles adaptées ?

Fort de son expérience de diplomate, à la fois comme directeur général de l'Administration (2012-2015) et comme ambassadeur à Brasilia (2009-2012), puis à Madrid (depuis 2015), Yves Saint-Geours a bien voulu accepter de rédiger une postface.

* * *

¹ Sous la direction de Jean BAILLOU, *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, 2 tomes, Paris, Editions du CNRS, 1984.

² Sous la direction de Maurice VAÏSSE, *Diplomatie française, outils et acteurs depuis 1980*, Paris, Odile Jacob, 2018.

PRÉFACE PAR MAURICE VAÏSSE

Dans ma préface, je voudrais évoquer les conditions qui expliquent les transformations constatées et les grandes tendances de l'évolution entre la fin du XX^e siècle et ce début de XXI^e siècle, où à travers les différents cas d'études, on constate une transformation en profondeur de la diplomatie.

Les facteurs sont bien connus. Depuis 1980, le contexte général des relations internationales est marqué par la fin de la guerre froide, mais aussi par la désillusion qui a succédé à ce qu'on croyait être la fin de l'histoire : le 11 septembre 2001, une mondialisation accélérée et la multiplication des conflits. Les interventions militaires renforcent les ministères de la Défense aux dépens des Affaires étrangères et le climat international s'est durci ces dernières années. Bref, la diplomatie recule avec tout ce qu'elle implique : le dialogue, le compromis, le droit international. Les fondements-mêmes de l'action diplomatique sont remis en cause, entraînant le déclin des outils et la réduction des crédits affectés aux ministères des Affaires étrangères. Cela est vrai dans les pays occidentaux, mais pas dans ceux où au contraire il existe une vraie volonté de puissance et une expansion des postes diplomatiques. Le cas de la Turquie est intéressant dans la mesure où sous l'égide du théoricien Davutoglu et le pouvoir de l'AKP, on assiste à une montée en puissance de la diplomatie turque, qui se prévaut du sixième réseau diplomatique dans le monde. Cette dynamique de pays émergent se retrouve en Chine et suscite une véritable transformation de sa diplomatie, qui est ainsi amenée à se diversifier, se professionnaliser et considérer qu'elle est prête à son tour à former des diplomates des pays en développement. Pour soutenir sa diplomatie de « grande puissance », le gouvernement chinois a doublé entre 2011 et 2018 le budget alloué à la politique étrangère. Bref, tout a changé dans ces trente dernières années, où les rapports de force semblent avoir pris le pas sur le respect du droit : l'unilatéralisme prôné par des dirigeants populistes ou des régimes autoritaires invalide le dialogue, entraînant un recul de la diplomatie, mais aussi de ceux dont c'est le métier.

Les mutations technologiques (développement des transports aériens, télécommunications, internet) facilitent les déplacements et les contacts humains. On a assisté à un extraordinaire raccourcissement de l'espace et du temps. Du coup, les diplomates perdent leur monopole sur la connaissance, l'information et la communication avec l'étranger. La personnalisation du pouvoir fait qu'on ne compte plus les rencontres impromptues entre dirigeants, qui faisaient auparavant l'objet de

préparatifs prudents. Les déplacements en avion ont transformé les pratiques diplomatiques. En novembre 2018, à quelques semaines de distance, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont retrouvés à Paris pour les 11 et 12 novembre, puis à Buenos Aires pour la réunion du G20 le 30 novembre et le 1^{er} décembre. Cette frénésie voyageuse est née avec la pratique de la diplomatie des sommets, d'où les diplomates sont souvent exclus au profit de conseillers spéciaux, les sherpas, qui peuvent provenir des ministères des Affaires étrangères, mais pas toujours. On ne compte plus les réunions qui requièrent la présence des chefs d'Etat ou de gouvernement : G7, G20, sommets de la Francophonie, du Commonwealth, de l'OTAN, Europe-Asie... Dans cette perspective, on peut se poser la question de savoir s'il faut maintenir des ambassades permanentes, dont l'entretien – en personnel et en moyens – coûte cher. Et des représentations communes à plusieurs Etats sont envisagées ou même créées. Mais c'est sans compter avec l'intérêt d'être directement et de façon continue en contact avec le partenaire, et le fait que chaque Etat a son système de références.

D'autre part, dans un monde toujours plus ouvert, les problèmes ne s'arrêtent pas aux frontières : les nuages radioactifs, les terroristes, les migrations prouvent d'une part que sécurité intérieure et extérieure sont indissociables, d'autre part que la solution éventuelle à ces problèmes ne peut être nationale. Les ministères « techniques » sont de plus en plus impliqués dans des négociations internationales, diminuant du même coup le monopole des Affaires étrangères. D'où l'extension du multilatéralisme qui s'est imposé dans les relations internationales, contraignant des diplomaties habituées au bilatéral à s'adapter non seulement aux organisations internationales (par la création de services dédiés), mais aussi aux grandes négociations, comme les forums où les contacts avec la société civile sont essentiels. La multiplication des acteurs (collectivités locales, organisations non gouvernementales, dirigeants économiques) qui jouent un rôle international constitue à la fois une richesse et une complexité pour les institutions régaliennes. En découlent des conséquences variées : par exemple, le secret des chancelleries perd du terrain sur le « faire savoir ». Pour s'adresser à la société civile, les ministères et les diplomates doivent faire usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Toutes les diplomaties l'ont bien compris, mais certaines plus que d'autres : ainsi le ministère canadien mobilise pour son action internationale la

société civile et des ONG (comme le Centre d'études sur la paix et la sécurité internationales). La diplomatie turque a de son côté des liens étroits avec le Centre pour la recherche stratégique et la Fondation SETA pour la recherche politique, économique et sociale. Elle développe son action dans la diplomatie publique, en particulier par les instituts culturels Yunus et l'Agence des Turcs à l'étranger.

Ces conditions ou ces facteurs ont en effet des conséquences sur les outils diplomatiques. D'abord sur l'autonomie des ministères des Affaires étrangères, qui jouissaient traditionnellement d'une grande indépendance par rapport au pouvoir. Presque partout, on note la prééminence des personnes qui se trouvent au sommet de l'Exécutif, chefs d'Etat ou de gouvernement. C'est le cas des Etats-Unis, où l'enjeu de la guerre froide s'ajoute aux conditions de la seconde guerre mondiale, qui ont accru le poids du Président. Même du temps de Richard Nixon, contesté à l'intérieur, ses initiatives le placent en figure de proue d'une politique étrangère toujours plus active. Ses successeurs assument la même prééminence.

Avec la création en 1947 du *National Security Council* dont les effectifs ne cessent d'augmenter (de 40 personnes en 1991 à 400 en 2012), c'est un mini-département d'Etat et le Conseiller pour la Sécurité nationale peut être un véritable concurrent du Secrétaire au département d'Etat, dans le rôle de coordination de la politique étrangère américaine.

Au Canada, le Premier ministre renforce sa capacité en matière de politique étrangère par un contrôle resserré sur les dossiers-clés et les services de renseignement.

C'est vrai aussi au Royaume-Uni, où les fortes personnalités de Margaret Thatcher (1979-1990) et de Tony Blair (2002-2008) ont imposé leur influence au détriment du *Foreign Secretary* et de l'institution qu'il représente, et où en 2010, un *National Security Council* est créé et fonctionne sous l'autorité du Premier ministre.

Cela dit, le schéma des rapports de pouvoir dépend aussi des relations interpersonnelles : Kissinger avec Nixon, James Baker avec Bush père jouent de leur influence pour renforcer le prestige du département d'Etat ; au Royaume-Uni, le *Foreign and Commonwealth Office* retrouve son influence lorsque John Major est Premier ministre (1990-1997). En Allemagne, la situation est encore plus complexe dans la mesure où dans les gouvernements de coalition, le Chancelier et le ministre des Affaires étrangères sont

généralement membres de deux partis différents, ce qui complique la coordination. En outre, la durée exceptionnelle (18 ans) des fonctions à la tête de *l'Auswärtiges Amt* de 1974 à 1990 d'Hans-Dietrich Genscher est le gage de son poids politique et de l'administration qu'il dirige. En Italie, on observe l'accroissement du rôle du Président du Conseil avec deux nuances : le chassé-croisé des personnalités entre le poste de Président du Conseil et celui de ministre des Affaires étrangères et l'importance du rôle du Président de la République : il y a presque autant de Présidents du Conseil que de ministres des Affaires étrangères. Au Canada, la diplomatie des sommets incite les Premiers ministres à disposer de leur propre instance de politique étrangère : le bureau du Conseil privé passe de trois personnes dans les années 1970 à trente maintenant. Le Japon est un cas à part en raison de sa renonciation à l'usage de la force aux termes de la constitution de 1947 ; le changement de doctrine qui suit la fin de la guerre froide aboutit à une évolution dont le MoFA est la cheville ouvrière. Depuis le début des années 2000, à travers plusieurs réformes de l'administration, le leadership du Premier ministre s'est affirmé en matière de politique étrangère. La création en 2013 d'un Conseil de sécurité nationale va dans le même sens.

Dans les Etats autoritaires, comme la Russie ou la Turquie, la prééminence du pouvoir exécutif va de soi : en Russie, le Président est au sommet de la verticale du pouvoir, et Vladimir Poutine est le véritable décideur, disposant de l'administration du Président qui lui est toute dévouée. A son retour au pouvoir en 2012, il a publié un oukase, base de la nouvelle conception de la politique étrangère russe et qui détermine le partage des responsabilités et des fonctions. En l'occurrence, la concertation règne entre le Président et le Ministre, en l'occurrence Sergeï Lavrov, au MID depuis 2004. En Turquie, la suppression du poste de Premier ministre par la constitution de juillet 2018 renforce le pouvoir de Recep Tayyip Erdogan : les pouvoirs du Président s'élargissent au détriment de ceux du Parlement et du Conseil des ministres, ce qui affaiblit le ministère des Affaires étrangères. En Chine, la prédominance du Parti communiste chinois sur le processus de décision réduit le ministère des Affaires étrangères à être un exécutant au service du Parti. Et la création en 2013 d'un Conseil de sécurité nationale va dans le même sens.

Dans certains cas, le monopole des ministères des Affaires étrangères sur la politique étrangère est contesté. En Allemagne, il existe un ministère distinct pour l'aide au développement, comme

au Royaume Uni avec le *Department for International Development*, où la concurrence entre le *Home Civil Service* et le *Diplomatic Service* fait rage et où le Brexit a occasionné une autre perte d'influence, avec la création d'un ministère, le *Minister for Exiting EU*, accentuée par le renforcement du *Department for International Trade*, chargé de négocier de nouveaux accords de commerce après le Brexit. Au Canada, le ministère des Affaires étrangères perd de son influence, car le Premier ministre Pierre Trudeau transfère les programmes d'aide à une agence indépendante, celle du développement international ; les autres ministères créent leur propre unité des affaires internationales, les gouvernements provinciaux ouvrent des missions à l'étranger.

Les variantes entre les Etats sont importantes dans les rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif : aux Etats-Unis, le rôle du Sénat est considérable, tant en ce qui concerne la ratification des traités (on ne compte plus les accords rejetés par le Sénat) que pour les nominations d'ambassadeurs, souvent bloquées ; au Royaume-Uni, le rôle du Parlement n'est pas moins important. En Allemagne, l'influence du Bundestag sur la politique étrangère a augmenté, en particulier pour ce qui est des interventions extérieures de la Bundeswehr, à la suite de la décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe de 1994. En Russie, la Douma, souvent indocile avec les prédécesseurs de V. Poutine, est entrée dans le rang, mais elle aspire à être une branche du pouvoir en développant ses fonctions d'analyse.

Sur le point des réorganisations internes des ministères des Affaires étrangères, on peut dire qu'il s'agit d'un phénomène généralisé avec des variantes régionales. Les principales adaptations sont les conséquences de la mondialisation et des crises : au Canada, le ministère absorbe le Commerce extérieur en 1980, puis l'agence canadienne de développement international fusionne avec les Affaires étrangères et le Commerce en 2013, du coup, le nom du ministère est modifié et devient « Affaires mondiales Canada » ; en Italie, à la suite de la réforme de 2010, sont créées la Direction générale pour la mondialisation et les affaires globales (compétente pour les questions de gouvernance économique et financière), le fleuron du ministère, « l'Unità di Crisi » qui dépend directement du Secrétaire général, et un organisme original, la Direction générale pour la promotion nationale qui concerne toutes les composantes : économie, commerce extérieur, culture, sciences. En Turquie, l'organisation administrative

du ministère fait la part belle à l'Europe et de plus en plus à son environnement régional au Proche et Moyen-Orient.

Toutes ces questions sont abordées dans les textes regroupés dans ce livre, avec bien d'autres, comme le déclin des représentations diplomatiques, de « l'ambassadeur résident » à l'ère de la diplomatie des sommets et des contacts personnels, le changement dans la sociologie des diplomates sous l'influence entre autres des questions de genre et de diversité : le cas des Etats-Unis est illustré par des statistiques précises.

Tout a changé donc, mais malgré la tendance à la brutalisation des rapports internationaux en ce début du XXI^e siècle, la diplomatie reste encore ce qu'on a inventé de mieux, sinon pour faire la paix, du moins pour éviter la guerre. En décembre 1920, le commandant de Gaulle notait déjà dans son carnet : « La diplomatie est l'art de faire durer indéfiniment les carreaux fêlés !³ ». Il y beaucoup de « carreaux fêlés » dans le monde actuel. Exprimons l'espoir que la diplomatie aura le dernier mot.

Maurice VAÏSSE

³ Charles DE GAULLE, note d'un carnet personnel in *Lettres, notes et carnets, 1919-1940*, Paris, Plon, 1980, p.88.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Les auteurs</i>	3
<i>Préface</i>	
Maurice VAÏSSE	9
<i>L'Auswärtiges Amt</i>	
Hans Dieter HEUMANN	17
<i>Résistance et réforme au Foreign and Commonwealth Office depuis les années 1980</i>	
John KEIGER.....	33
<i>Le MID</i>	
Evgenia OBITCHKINA	53
<i>La Farnesina et la diplomatie italienne : son histoire et ses outils</i>	
Giovanni CARACCIOLO DI VIETRI.....	81
<i>Le Dışişleri Bakanlığı : un organe au service de la politique de puissance de la Turquie</i>	
Jana JABBOUR	119
<i>Le département d'Etat</i>	
Maya KANDEL.....	143
<i>Affaires mondiales Canada. Un ministère toujours vert 1909-2019</i>	
Greg DONAGHY.....	163
<i>L'Itamaraty</i>	
Yves SAINT-GEOURS	189
<i>Les institutions diplomatiques chinoises</i>	
Alice EKMAN.....	195
<i>Le MOFA redéfinition du statut et du rôle du ministère des Affaires étrangères japonais depuis les années 1990</i>	
Guibourg DELAMOTTE.....	215
<i>Postface</i>	
Yves SAINT-GEOURS	229

Connaissez-vous la Farnesina, le MID, l'Itamaraty ? Ces noms mythiques sont ceux des ministères italien, russe, brésilien des Affaires étrangères, dont le portrait est tracé dans cet ouvrage avec ceux de l'Allemagne, du Canada, de la Chine, des Etats-Unis, du Japon, du Royaume Uni et de la Turquie. Car on parle de politique étrangère, de relations internationales et on méconnaît généralement les acteurs et les outils diplomatiques.

Après le portrait du Quai d'Orsay, dressé dans *Diplomatie française, acteurs et outils depuis 1980* (Odile Jacob, 2018), il semblait indispensable d'étudier les principales diplomaties étrangères.

Or, celles-ci, confrontées à la mondialisation, ont subi de profondes transformations au cours de ces quarante dernières années, comme le Quai d'Orsay.

Au-delà de la description des institutions, cet ouvrage permet ainsi d'analyser les défis que ces diplomaties doivent relever, en particulier la prééminence des chefs d'Etat ou de gouvernement, et les réponses divergentes : d'un côté, des diplomaties occidentales affectées par des coupes budgétaires et un déclin des diplomates dans l'appareil d'Etat, de l'autre, des diplomaties des Etats émergents, pour lesquels elles sont un instrument de puissance. Il s'agit donc d'une plongée fascinante dans le monde discret des chancelleries.

Textes de Giovanni Caracciolo di Vietri, Guibourg Delamotte, Greg Donaghy, Alice Ekman, Hans Dieter Heumann, Jana Jabbour, Maya Kandel, John Keiger, Evgenia Obitchkina, Yves Saint Geours.

Préface de Maurice Vaïsse, Postface d'Yves Saint Geours.

ISBN 978-2-233-00914-2

20 €

Commande soit aux Editions A. PEDONE - 13 Rue Soufflot - 75005 PARIS, soit par télécopie: 01.46.34.07.60 ou sur editions-pedone@orange.fr - 20 € l'ouvrage. Frais de port : 5 € pour la France, autres destinations 8 €.

Sous la direction de Maurice Vaïsse
Diplomaties étrangères en mutation

Le montant peut être envoyé par :

Chèque bancaire

Règlement sur facture

ISBN 978-2-233-00914-2

Carte Visa

N°...../...../...../.....

Cryptogramme.....

Date de validité.....

Signature :

Nom.....

Adresse.....

Ville.....Pays.....